ASSEMBLÉE NATIONALE

4 mars 2020

SYSTÈME UNIVERSEL DE RETRAITE - (N° 2687)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**SOUS-AMENDEMENT**

N ° 1885

présenté par

M. Ruffin, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
M. Ratenon, Mme Ressiguier, Mme Rubin et Mme Taurine

à l'amendement n° 1203 de M. Jumel

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant:**

À l'alinéa 2, substituer aux mots :

« supérieure au »

les mots :

« pas dépasser le ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

ci, nous appuyons cet amendement qui vise à encadrer les revenus du président et des membres de l'Autorité de régulation des communications électroniques.

Une réforme des retraites doit prendre en compte l'impératif climatique. Le gouvernement a fait le choix de favoriser les gestionnaires d'actifs polluants. Pourtant, la création d'emploi compatible avec l'urgence écologique peut permettre d'assurer un financement pérenne de notre système de retraite.

Réformer les retraites, c'est se projeter dans le temps long. Or, l'horizon de notre époque est le dérèglement climatique car il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine. Face au

défi climatique, la planification écologique que nous proposons permettrait d'engager la bifurcation de notre modèle et de créer plus d'un million d'emplois. Toute société doit pouvoir compter sur des services publics solides et des mécanismes d'entraide résistants. Anticipant les conséquences de catastrophes naturelles comme celles que nous connaissons déjà, il est probable que le pays ait à faire appel à des mobilisations civiles et à certains secteurs d'activité. Les catastrophes naturelles sont déjà présentes. Des cours d'eau qui débordent à cause de crues sur des sols secs ou artificialisés, des éboulis dus à la déforestation, des destructions de fait de vents importants en outre-Mer. Il nous faudra être en mesure de répondre rapidement et en mobilisant parfois des citoyen-ne-s plutôt que l'armée. Nous souhaitons donc encourager les mobilisations civiles, tout en assurant aux personnes qui répondront à l'appel d'être récompensées pour leur sens de l'intérêt général. Nous proposons que chaque mobilisation civile d'un-e citoyen-ne pour nécessité environnementale donne accès à des trimestres supplémentaires permettant de partir plus tôt en retraite. L'abaissement de la retraite à 60 ans est la condition de survie de nombreuses activités bénévoles. Aujourd'hui, les retraité-e-s portent déjà à bout de bras des dizaines de milliers d'associations. Plus de la moitié des dirigeant-e-s associatif-ve-s sont à la retraite !

Le maintien du niveau de vie des retraité-e-s augmentera l'espérance de vie de toutes et tous, en bonne santé. Une réforme des retraites réellement écologiste s'inscrit dans un projet de société global qui doit permettre de partir plus tôt et de mieux vivre grâce à des services publics de qualité, notamment dans la santé, un accès à une alimentation de qualité, respectueuse des personnes et de l'environnement. En outre, nous piloterons avec rigueur les stocks financiers qui alimentent les pensions : aujourd'hui, le Fonds de réserve pour les retraites, constitué de 130 milliards d'euros, n'hésite pas à investir dans Monsanto, Total ou l'industrie du tabac ! Le rétablissement des cotisations sociales à la place des produits financiers est donc une nécessité. La fin du monde et la fin du mois sont bel et bien le même combat !